

Ignazio Cassis : « La Suisse refuse de concéder des abandons de souveraineté sur la libre circulation »

Le ministre des affaires étrangères suisse explique pourquoi Berne a rompu ses négociations avec l'Union européenne, enterrant un projet d'accord-cadre sur une série de questions bilatérales.

Propos recueillis par Serge Enderlin (Berne, envoyé spécial)

Publié le 29 mai 2021 à 18h30 • Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



Le ministre suisse des affaires étrangères, Ignazio Cassis, à Lugano, le 16 avril 2021.
FABRICE COFFRINI / AFP

Berne a décidé, mercredi 26 mai, de rompre les négociations avec l'Union européenne sur un vaste accord institutionnel. Le ministre suisse des affaires étrangères, Ignazio Cassis, explique les motivations de la décision helvétique.

Quitter la table est peu habituel pour la Suisse, historiquement adepte du compromis. Qu'est-ce qui était plus inacceptable qu'auparavant, au point de mettre un terme aux négociations ?

Les désaccords sont peu nombreux, mais majeurs. Un exemple : quand la Suisse a signé [en 1999] les accords bilatéraux avec l'Union européenne, la notion de libre circulation était un concept économique, relevant du droit du travail. Elle codifiait les droits et les devoirs des travailleurs et de leurs familles. Dès 2005, l'UE a évolué et la libre circulation a embrassé des notions portant sur la citoyenneté européenne, reprises dans une directive indiquant que tous les citoyens de l'Union sont

égaux en droits dans chacun des Etats membres, y compris en ce qui concerne les droits sociaux. En tant que pays non membre, la Suisse ne souhaite pas reprendre ce principe.

Lire aussi | [La Suisse claque la porte des négociations avec l'Union européenne](#)

Quand on rompt des négociations de manière unilatérale, on doit être sûr de sa force. Quelles sont les forces de la Suisse ?

Notre force primordiale est la stabilité, pour laquelle la Suisse est d'ailleurs réputée dans le monde entier. Et pour sa lenteur, qui va de pair. Selon nous, accepter de céder sur cette notion élargie de libre circulation et sur la protection de nos salaires aurait mis en jeu la stabilité de notre pays, c'était un prix trop élevé à payer. Mais ce n'est pas une rupture pour autant, car la force du partenariat entre Berne et Bruxelles reste intacte.

Comment ?

Nous ne sommes pas un pays lointain qui parle une autre langue, avec une culture et des valeurs différentes. Nous sommes au centre d'un espace européen où l'on parle français, allemand et italien, exactement comme chez nous. D'une certaine manière, nous sommes vous, et vous êtes nous. La Suisse fait partie d'un espace de valeurs communes qui ne disparaîtra pas parce que l'accord en question n'a pas pu être conclu. Nous souhaitons même le renforcer.

Pourquoi la Suisse espérait-elle que l'UE accepte de lui concéder des exceptions au droit communautaire ?

C'est justement la raison pour laquelle nous ne sommes toujours pas membres de l'Union, alors que nous nous trouvons géographiquement en plein milieu de l'Europe ! La forme d'intégration qu'on nous proposait avec cet accord-cadre allait trop loin pour ne pas heurter l'identité du pays. Il ne s'agit pas que d'un raisonnement économique ou d'une simple question coût-bénéfice. Comprenez : en ne poursuivant pas les négociations, la Suisse ne fait pas un pas en arrière. Elle a simplement renoncé à aller de l'avant. Nous souhaitons rester sur le concept de liberté de circulation que nous avons signé en 1999. Non membres de l'UE, nous estimons cette position logique.

Votre décision, avec toutes ces années de tractations pour rien, pourrait-elle entraîner une perte de crédibilité de la Suisse sur la scène internationale ?

Je ne pense pas. Ce qui fait la Suisse dans le monde, c'est justement sa fiabilité. Nous n'avons jamais changé d'avis sur le sujet. Nous ne voulons pas de l'adoption de la citoyenneté européenne depuis 2005, l'UE le sait très bien.

Lire aussi | [La Suisse peine à définir ses relations avec l'Union européenne](#)

Comment parviendrez-vous à limiter les dégâts ?

Toute négociation comporte la possibilité intrinsèque du succès ou de l'échec. Si, en cours de route, il y a blocage, nous devons reconnaître que, malgré toute notre bonne volonté, ce n'est pas conforme aux intérêts supérieurs du pays. Et nous en tenir là. J'appelle cela de l'honnêteté et du respect vis-à-vis de nos partenaires. Nous assumerons les conséquences, qui dépendront évidemment des décisions politiques de l'UE, mais aussi de nos propres mesures d'atténuation. En 1992, après son refus de l'adhésion à l'espace économique européen, on promettait l'enfer à la Confédération. Or cela n'a pas été le cas.

Tout de même, votre gouvernement a demandé et obtenu de Bruxelles des délais de réflexion. Vous avez beaucoup consulté, les partis politiques suisses, les partenaires sociaux. Et vous n'êtes pas parvenus à convaincre. Quinze ans, c'est interminable...

La question de la vitesse n'est pas anodine. Oui, la Suisse est un pays où les décisions prennent du temps. J'ai conscience qu'à l'étranger, cette connotation peut être négative. Mais ce n'est pas le cas ici. La lenteur crée la stabilité. L'Union est peut-être capable de prendre une décision en une semaine, un Etat membre en un mois. Mais à nous, il faut une année. C'est notre manière de gérer l'Etat. Et jusqu'ici, elle ne nous a pas trop mal réussi. Il n'est donc pas question de remettre en cause ce fonctionnement sous une pression extérieure.

Même les Britanniques n'ont jamais quitté la table pendant le très long Brexit...

Je refuse cette comparaison. Les Britanniques ont décidé de quitter la famille. Or nous n'avons jamais été membres de celle-ci. Nous entretenons certes avec elle une très grande proximité culturelle, scientifique et sociale. Mais nous n'en faisons pas partie : ceci est notre histoire et nous ne pouvons pas l'ignorer. Nous étions prêts à certaines concessions, mais il aurait encore fallu concéder des abandons de souveraineté sur la libre circulation qui auraient réduit notre marge de manœuvre sur les questions de politique migratoire. Pour nous, c'est une ligne rouge d'autant plus infranchissable que nous jouons déjà très bien le jeu, en participant notamment aux accords de Schengen et de Dublin.

La Suisse ne veut pas s'éloigner de l'UE, ce n'est pas le propos. Au-delà de cette période de « perturbation », nous avons beaucoup plus de choses à partager que ce qui nous divise. Nous devons surmonter cette phase de déception du côté de l'Union et aller de l'avant. Et nous y sommes prêts. C'est pour cela que nous proposons un dialogue politique régulier à l'Union européenne.

Serge Enderlin (Berne, envoyé spécial)

Services

CODES PROMOS

avec Global Savings Group

- Europcar : -15% sur votre location de voiture
- AliExpress : 5€ offerts dès 10€ d'achats
- Red SFR : 15€ de remise sur votre panier
- Boohoo : -50% sur plusieurs catégories
- Nike : jusqu'à -50% sur les articles en promotion
- Made.com : 50€ offerts dès 500€ d'achats
- Yves Rocher : -50% sur une sélection d'articles

Tous les codes promos